

Politiques & Pratiques de développement

GRET

Professionnels du
développement
solidaire

★ Projets innovants et politiques publiques ★ Contribution au débat ★ Notes d'opinion

Ces notes sont destinées à alimenter la réflexion
sur les politiques de développement en se fondant
sur l'expérience du Gret et de ses partenaires.

NUMÉRO 23 ★ NOVEMBRE 2016



Pour un soutien ambitieux à la filière « lait local » en Afrique de l'Ouest

Le lait et les produits laitiers font l'objet d'une consommation croissante en Afrique de l'Ouest, avec une demande soutenue par la croissance démographique et une évolution des habitudes alimentaires (même si le niveau de consommation est encore bas par rapport à l'Afrique de l'Est et à l'Europe). La production de lait local fournit en moyenne plus de 80 % du lait consommé (2/3 si l'on ne considère que le lait de vache), mais les situations sont très contrastées : dans les pays sahéliens de l'intérieur, la population consomme essentiellement du lait local ; tandis que dans les pays côtiers, la consommation repose davantage sur les importations de lait en poudre (Corniaux et Duteurtre, 2013).

Face à ce marché porteur, les soutiens publics pour dynamiser la production locale s'avèrent bien insuffisants. Les importations ouest-africaines ne cessent d'augmenter, passant de 0,6 en 1996 à 2,1 millions de tonnes équivalent lait en 2013 (Faostat, 2016). De plus, la suppression des quotas laitiers en Europe, les subventions indirectes à la production et les accords de partenariat économique (APE) pourraient stimuler davantage les exportations de poudre de lait de l'Union européenne.

Au regard de la situation, l'Afrique de l'Ouest apparaît bien vulnérable avec une protection douanière de son lait extrêmement faible (tarif extérieur commun à 5 % sur la poudre de lait en vrac). Pourtant, la valorisation du potentiel de développement du lait local permettrait d'améliorer les revenus des exploitations familiales, de créer des emplois en milieu rural et d'offrir des produits de qualité à ses consommateurs.

Quelles sont les principales contraintes existantes et quels leviers activer pour les surmonter

et offrir de nouvelles perspectives aux éleveurs ouest-africains ?

Situation actuelle des filières laitières ouest-africaines

★ Une place importante du lait local dans l'économie des ménages et des territoires

L'élevage pastoral et agro-pastoral apporte une contribution significative au PIB de nombreux pays variant de 5 à 10 % (dans les pays côtiers) à 10-15 % (dans les pays sahéliens). Si la viande apporte plus de revenus que le lait, celui-ci joue un rôle important au niveau des familles (revenus réguliers) et des territoires (revenus pour les collecteurs, les transformateurs, les distributeurs et couverture des besoins de la famille et des consommateurs).

Le lait ouest-africain est issu à 70 % de systèmes pastoraux et donne lieu à une production diversifiée (lait liquide, lait caillé, yaourts, etc.) Lorsque des débouchés locaux existent, les stratégies des familles s'orientent clairement vers la semi-sédentarisation d'une partie du troupeau et l'amélioration de l'alimentation des vaches, afin d'augmenter la production laitière pour les marchés locaux.

★ Des contraintes limitant le développement de l'élevage laitier

Les contraintes de développement de la production de lait local, pour répondre aux demandes des consommateurs, sont nombreuses :

- faible productivité et saisonnalité, liées au faible potentiel laitier de certaines races locales, aux difficultés d'alimentation animale, de gestion de la reproduction animale et de la santé animale ;

Fondé en 1976, le Gret est une ONG internationale de développement qui agit du terrain au politique pour lutter contre la pauvreté et les inégalités.

Dans plus de 30 pays, ses professionnels interviennent sur une palette de thématiques afin d'apporter des réponses durables et innovantes pour le développement solidaire.



© Agence Kamikazz

- parfois, difficultés de connexion aux marchés, notamment pour les systèmes pastoraux, malgré le développement de centres de collecte et de minilaiteries ;
- concurrence avec la poudre de lait importée utilisée par les entreprises de transformation, dans un contexte où la protection commerciale est faible (une situation qui devrait d'ailleurs s'accroître avec la signature des APE).

Concurrences et complémentarités entre le lait local et le lait en poudre

★ Une forte substituabilité entre lait en poudre et lait local pour les produits transformés

Les interconnexions entre ces deux matières premières sont très importantes et sont facteurs à la fois de structuration de l'ensemble de la filière, et de fragilité pour le lait local. Certains marchés, comme celui de la poudre de lait conditionnée ou du lait de ferme vendu sur les marchés ruraux, sont très segmentés. Mais ce n'est souvent pas le cas du lait caillé ou du yaourt fabriqués par les industries et PME, ou certaines minilaiteries, pour lesquelles le lait en poudre peut se substituer au lait local. Ce phénomène est accentué par le fait que de nombreux acteurs ne peuvent s'approvisionner toute l'année en lait local, du fait de la forte saisonnalité de la production.

Le recours à la poudre de lait permet de produire toute l'année pour répondre aux demandes du

marché. Il est souvent plus aisé en milieu urbain (pas de gestion de dispositif de collecte, moins de risques sanitaires, facilité d'importation). Cette forte substituabilité fragilise le lait local, qui revient souvent plus cher que l'utilisation de poudre de lait pour les industries de transformation. Ainsi, sans véritable incitation à valoriser du lait local (encouragements accordés par l'État, conviction des entrepreneurs, demande de goût et de typicité par les consommateurs), la part de lait collectée et transformée peut s'avérer faible, même lorsque l'offre existe.

★ Des risques accrus de croissance des importations de lait en poudre

Les droits de douane sur la poudre de lait sont extrêmement faibles en Afrique de l'Ouest. Le tarif extérieur commun se situe à 5 % (contre 60 % en Tanzanie par exemple). Cette situation traduit la volonté de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de privilégier avant tout ses consommateurs urbains et ses industries laitières, plutôt que ses éleveurs.

La fin de quotas laitiers en Europe entraîne un accroissement des excédents laitiers et l'Afrique de l'Ouest apparaît comme un marché prometteur pour les évacuer. De nombreux groupes agroalimentaires ont racheté ces dernières années des sociétés locales ou acquis des parts sociales dans celles-ci, montrant leur volonté de conquérir ce nouveau marché et d'écouler leur poudre de lait : achat par Danone et le groupe Abraaj en 2013 de 49 % de Fan Milk International



(produits glacés fabriqués à base de lait importé distribué dans six pays de la région), acquisition par Arla de 75 % des parts du groupe Agroline au Sénégal en 2016 et de 50 % du groupe Tolaram au Nigeria en 2015, installation d'une usine de « La vache qui rit » à Abidjan par le groupe Bel en 2016, etc. (Oxfam, SOS Faim, 2016).

★ **Une filière « lait local » menacée malgré la création de richesse et d'emplois sur les territoires**

Cette situation est préoccupante. Elle laisse planer de nombreuses interrogations sur le devenir de la filière lait local en Afrique de l'Ouest, alors que celle-ci crée des emplois et des revenus, notamment pour les femmes et les jeunes. D'après le Cirad et le Gret (Corniaux, Duteutre et Broutin, 2014), une dizaine d'entreprises laitières et 150 minilaiteries recensées en 2012 collecteraient ensemble environ 50 000 litres de lait par jour et généreraient un chiffre d'affaires journalier de 40 millions de FCFA et annuel de 8 milliards de FCFA. La filière « lait local » est à l'origine directe de 1 200 emplois dans la transformation, sans compter les emplois dans les activités de collecte, de revente, au niveau des fournisseurs d'intrants et de services. Le lait génère un revenu mensuel moyen de 67 000 FCFA pour plus de 10 000 familles et contribue à l'auto-emploi des femmes transformatrices et aux revenus de centaines de milliers de familles concernées par la vente directe de lait.

Propositions pour accompagner le développement de la filière « lait local »

★ **Des besoins de renforcement des minilaiteries et des dispositifs de collecte**

Bien que de nombreuses difficultés existent, les minilaiteries se sont multipliées depuis les années 90 et font preuve d'une formidable capacité d'adaptation sur les plans structurels et commerciaux. Leur dimension artisanale (80 % des minilaiteries recensées collectent moins de 200 litres par jour et 60 % moins de 100) leur offre beaucoup de souplesse dans la mise en œuvre de leur activité de collecte, de transformation et de commercialisation du lait. Elles constituent un modèle à encourager dans les bassins laitiers secondaires, même si elles ne pèsent – pour l'instant – que de manière marginale sur la consommation nationale, avec 1 à 3 % de la demande couverte (Corniaux, Duteutre et Broutin, 2014).

Les industries laitières utilisent principalement de la poudre de lait (80 à 100 % de leurs approvisionnements), sauf quelques-unes comme la

Laiterie du Berger au Sénégal qui parviennent à couvrir une part importante de leurs besoins par du lait de collecte. Une plus grande utilisation du lait local par ces entreprises constitue donc une voie majeure pour augmenter le niveau de collecte auprès des exploitations familiales agropastorales.

Un travail mené par une équipe de chercheurs de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra) montre qu'avec un niveau de taxation (TVA et droits de douane) de 15 % (contre 5 % aujourd'hui) sur la poudre de lait importée, combinée à une subvention d'au moins 90 % au coût d'investissement de centres de collecte, les industriels pourraient substituer la totalité du lait en poudre par du lait local collecté au niveau des exploitations familiales du Ferlo (principale zone pastorale du Sénégal). Même en tenant compte des subventions attribuées aux centres de collecte, les gains en recettes fiscales s'élèveraient malgré tout à deux milliards de FCFA.

★ **Mesures d'appui à la production laitière et à la structuration des filières lait local**

Plusieurs mesures sont nécessaires pour permettre aux systèmes pastoraux et agropastoraux d'augmenter leur production, densifier les circuits de collecte et tendre vers une régularité de l'offre au cours de l'année :

- la sécurisation des espaces pastoraux et de la mobilité pastorale : identification et délimitation des zones valorisées par l'élevage ;
- l'amélioration de la santé animale (meilleure couverture sanitaire du bétail, accès aux soins et aux médicaments), de la gestion du troupeau et de l'alimentation (cultures fourragères, paille de brousse, résidus de récolte et sous-produits de l'agro-industrie, formation des éleveurs) ;
- la structuration de circuits de collecte locale : formation des collecteurs aux mesures d'hygiène, subventions de l'État et/ou des collectivités locales pour la mise en place d'un maillage de petits centres et d'équipements en matériel de collecte et de transport ;
- la concertation entre acteurs du territoire (accords sur les prix et investissements, contribution aux politiques publiques locales d'appui à la filière, d'accès à l'eau et aux services de bases pour les exploitations pastorales), entre acteurs des filières lait local et poudre de lait importée au niveau national, ainsi qu'entre les différents ministères concernés afin de définir un niveau de taxation de la poudre de lait permettant une substitution progressive par le lait local.



★ Mesures d'appui aux entreprises de transformation laitière

Plusieurs pistes sont envisageables pour promouvoir l'approvisionnement des minilaiteries et des laiteries industrielles à partir de lait local, en garantissant des prix équilibrés pour les deux parties :

- politique de subvention pour la création de points de collecte réfrigérés ;
- subvention aux investissements et/ou fiscalité incitative pour des laiteries (et centres de collecte) contrôlées par les producteurs (coopératives) ou entreprises collectant le lait auprès d'exploitations familiales ;
- exonération de TVA pour les produits laitiers à base de lait de collecte et instauration d'une taxe au soutien de l'élevage laitier régional ;
- notification des pays de la CEDEAO à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de taux plafonds élevés (100 à 150 %) afin de pouvoir progressivement augmenter les droits de douane sur la poudre de lait et encourager l'augmentation de l'approvisionnement à partir de la production locale.

★ Mesures d'appui à la promotion du lait local

Des efforts pourraient aussi être faits pour améliorer l'information du consommateur quant à l'origine du produit qu'il consomme et la qualité sanitaire des produits locaux :

- indication claire des ingrédients utilisés et notamment de la poudre de lait sur l'emballage ;
- interdiction d'utiliser des images et noms qui renvoient à la production locale sur les emballages des produits à base de lait en poudre ;
- création et promotion d'un label « lait local » public au niveau des États ou de la CEDEAO pour faciliter le choix des consommateurs ;
- promotion des produits à base de lait local dans les écoles en milieu urbain et via des campagnes d'information grand public ;
- renforcement des associations de consommateurs (capacités de plaidoyer, moyens d'information auprès des consommateurs, etc.). ●

Amel Benkahla, Gret (benkahla@gret.org)
Cécile Broutin, Gret (broutin@gret.org)

Références bibliographiques

- Broutin C., Levard L. et Benkahla A., 2015, *Note d'analyse de l'impact des politiques commerciales régionales sur la filière « lait local » en Afrique de l'Ouest*, Gret/Apess, 39 pages.
- Corniaux C. et Duteurtre G., 2013, *Étude relative à la formulation du programme d'actions détaillé de développement de la filière lait en zone UEMOA*, UEMOA, 75 pages.
- Corniaux C., Duteurtre G. et Broutin C., 2014, *Filières laitières et développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest. L'essor des minilaiteries*, Paris, Éditions Karthala, 242 pages.
- SOS Faim, Oxfam Solidarité, 2016, *L'industrie laitière européenne lorgne sur l'Afrique de l'Ouest*, 25 pages.
- Diarra A., Benoit-Cattin M., Gérard F., Gabas J.-J., Boussard J.-M., Duteurtre G., 2013, « Échanges internationaux et développement de l'élevage laitier sénégalais. Étude comparative de trois simulations de politique économique », in *Économie rurale* n° 335, p. 35-54.

